



VOIR L'AFRIQUE AVEC LES YEUX DU FUTUR

Pour l'avenir de l'Afrique, pour l'honneur de la France

27 Novembre 2018 - n°6

LES BRICS NE SONT PAS MORTS ! L'AFRIQUE DU SUD ET LA RUSSIE RÉAFFIRMENT LEUR PARTENARIAT HISTORIQUE ET SCIENTIFIQUE

« Notre partenariat est basé sur une longue tradition, en partie liée à notre coopération dans la lutte de votre peuple contre l'apartheid et le colonialisme ». C'est ainsi que le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a commenté les relations Russie - Afrique du Sud en cette année de centenaire de la naissance de Nelson Mandela, en la présence à Moscou de Lindiwe Sisulu, ministre sud-africaine des Relations internationales et de la coopération. Il a rappelé que les « accords conclus à Johannesburg en juillet dernier par le président russe Vladimir Poutine et le président d'Afrique du Sud Cyril Ramaphosa » sont « une bonne occasion de repenser [cette] coopération ». Et d'ajouter : « Évidemment cela est hautement symbolique maintenant que vous célébrez le centenaire de la naissance de Nelson Mandela (...) J'aimerais transmettre ma gratitude toute particulière à nos amis d'Afrique du Sud pour leur attention à notre histoire commune. Je sais qu'un monument avec les noms des soldats soviétiques qui sont morts dans la lutte pour la libération de l'Afrique australe, notamment en Angola et au Mozambique, sera dévoilé à Pretoria dans un avenir proche. »

Les 19, 20 et 21 novembre, Mme Lindiwe Sisulu coprésidait avec le ministre russe des Ressources naturelles et de l'environnement, Dmitry Kobytkin, la 15ème édition du Comité intergouvernemental Russie - Afrique du Sud pour la coopération économique et commerciale (ITEC). Ce forum se déroule dans le cadre de l'accord bilatéral entre les deux pays signé en 1999 et relancé en 2002, du Traité d'amitié et de partenariat signé en septembre 2006, ainsi que de la Déclaration de partenariat stratégique signée en mars 2013 à Durban (Afrique du Sud).

De nombreux sous-comités ont permis de préciser les domaines de coopération dont le commerce, l'investissement et la coopération bancaire, la justice, la foresterie et la pêche ou encore les ressources minérales ; mais aussi l'agriculture et les ressources en eau (pour lesquelles deux protocoles d'accord de coopération ont été signés en marge du sommet des BRICS en juillet 2018) ; et encore plus prometteur, les domaines stratégiques de l'enseignement supérieur, de l'énergie, de la science, de la technologie et de l'espace.

En effet, a rappelé Lavrov, « Nous entretenons une coopération très importante dans les domaines de la haute technologie et avons signé un accord sur l'utilisation de l'énergie nucléaire pour le traitement en oncologie (...) Nous avons un groupe de travail sur l'exploration spatiale (...) Natu-

rellement, aujourd'hui, j'espère discuter en détail de notre rapprochement et de notre coopération au sein des organisations internationales. Hier, nous avons agi de concert à l'OIAC (Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques) pour défendre l'immuabilité de la convention signée et ratifiée par tous les pays. Maintenant que le droit international et le système international fondé après la seconde guerre mondiale sont soumis à des remises en questions sérieuses, la coordination de la politique étrangère est indispensable, tant dans les relations bilatérales qu'au travers des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). »

La ministre sud-africaine a de son côté déclaré : « Nous mettons tout en œuvre pour soutenir les efforts d'investissement du président Ramaphosa en vue d'atteindre l'objectif de 100 milliards de dollars le plus rapidement possible. La Russie et l'Afrique du Sud ont des liens diplomatiques et historiques profonds. Nous croyons qu'il est possible de faire plus dans le commerce et nous pouvons exporter un certain nombre de nos produits agricoles. Nous pouvons également créer des partenariats sur les technologies de l'eau et de l'agriculture, ainsi que sur l'éducation et la formation professionnelle. »

LE ZIMBABWE VEUT S'INSPIRER DE L'APPROCHE ÉCONOMIQUE DE LA CHINE

Le parti au pouvoir au Zimbabwe, le ZANU-PF, a envoyé une délégation de 25 membres pour une visite en Chine de 10 jours au sein du programme « Construction de partis et développement économique ».

Selon un éditorial du *Herald*, la délégation accorde une attention tout particulière à l'expérience de la Chine qui « se distingue maintenant comme puissance économique, deuxième plus grande économie du monde et géant géopolitique ». « S'enquérir de comment améliorer l'économie constituera un aspect majeur de notre visite » ; et ce afin de « comprendre la façon dont ils ont développé leur pays afin qu'à notre retour, nous puissions également développer le nôtre. » M. Zhao Baogang, l'ambassadeur

chinois au Zimbabwe, a pour sa part déclaré que « le but de la visite est d'inviter les hauts responsables du Zanu-PF à (...) suivre l'évolution de la situation dans notre pays (...) Nous voulons un échange de vues mutuel et bénéfique. Nous voulons les aider dans le secteur économique tout en renforçant les relations bilatérales entre nos deux pays. »

CONFÉRENCE DE L'INSTITUT SCHILLER À PARIS SUR LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE

C'est dans ce même contexte de la nouvelle doctrine économique gagnant-gagnant de la Chine que l'Institut Schiller France a présenté le 6 novembre à Paris la version française de son rapport *Les Nouvelles Routes de la Soie, pont terrestre mondial : pour en finir avec la géopolitique*. Si le séminaire a été couvert dans *Xinhua* et *Le Quotidien du peuple*, voici un extrait du rapport de Maxime Perrotin paru dans *Sputnik News*.

« Un projet pharaonique d'infrastructures lancé par la Chine, qui subit la critique des Occidentaux mais qui pourrait pourtant profiter à tous. Fait peu connu, il vise ainsi à développer aussi le continent africain. Un projet sur lequel est revenue Helga Zepp-LaRouche (...) fondatrice engagée et présidente internationale de l'Institut Schiller (...) [en] commençant par une phrase choc :

"Ce dossier propose des solutions à tous les problèmes majeurs que nous connaissons sur cette planète."

« Fraîchement traduit en français, ce rapport avait déjà été publié en mandarin, arabe et allemand, quatre ans après sa parution en anglais, avec la prétention d'offrir un aperçu exhaustif de ce projet titanesque d'infrastructures terrestres et maritimes. Chiffrés à plus de 1 000 milliards de dollars, les corridors économiques en gestation devraient impacter 62 % de la population mondiale dans 65 pays, en plus de la Chine. Comme le soulignent Helga Zepp-LaRouche et les coauteurs du rapport, ce projet « commun » lancé par Pékin n'est pas à sens unique.

"L'Initiative une ceinture, une route, ce n'est pas qu'un programme chinois, cela a catalysé l'envie de développer l'Afrique,

c'est-à-dire que tout le monde veut y aller, c'est la bonne nouvelle», insiste Sébastien Périmony, conseiller pour les questions africaines de l'Institut Schiller, qui évoque notamment le 7e Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) [ou FOCAC, ndlr], qui a réuni 51 chefs d'États africains dans la capitale chinoise les 3 et 4 septembre 2018. En guise d'illustration de cette coopération profitable à tous, le conférencier présente plusieurs projets de développement sur le continent africain où des entreprises européennes sont impliquées.

« Des projets tels que celui de la revitalisation du lac Tchad et le développement d'une zone agro-industrielle, porté par une entreprise chinoise et italienne (PowerChina et Bonifica), ou encore le projet Inga 3 en République Démocratique du Congo (RDC), un projet hydroélectrique de 14 milliards de dollars, auquel participe la société espagnole ACS (Actividades de Construcción y Servicios SA) [voir lettre n°1, ndlr].

« La France n'est pas en reste, avec la boucle ferroviaire de 3 000 km devant relier le Togo, le Niger, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire [projet ayant fait l'objet d'une étude mais malheureusement non encore planifié officiellement, ndlr]. Celle-ci pourrait être revitalisée par le projet de transsaharien Nouakchott - N'Djamena, sur le tracé duquel certains de ses tronçons apparaissent.

"Un réseau ferré panafricain à grande vitesse reliera toutes les villes principales et/ou capitales du continent d'ici à 2063, c'est dans ce cadre-là que l'Initiative une ceinture, une route s'est engagée à aider l'Afrique dans ce projet africain" (...)

« Autre participation extra-européenne à ces projets d'infrastructures en Afrique, celle du Japon qui finança à hauteur de 80 % la construction du pont de Jinja. Ouvrage de 525 mètres (le cinquième plus long d'Afrique), construit par des entreprises japonaises et sud-coréennes, il devra permettre l'acheminement des marchandises entre l'Ouganda et le Kenya au-dessus du Nil et servira également au transit des marchandises à destination du Burundi, du Rwanda, de la République Démocratique du Congo (RDC) et du Soudan du Sud. Le pont a été inauguré à la mi-octobre en présence du vice-ministre

des Affaires étrangères Masahisa Sato [voir lettre n°1 également, ndlr].»

Pour lire l'article complet : <https://fr.sputniknews.com/international/201811231039026749-nouvelles-routes-soie-chine-afrique/>

LE PROJET SULA YA AMANI POUR LA RÉGION DES GRANDS LACS

Parmi les projets détaillés dans le dossier de l'Institut Schiller, il y a celui du Canal Frontalier du Rift Africain (CFRAN) proposé par le Comité de Soutien et de Plaidoyer pour la Région des Grands Lacs. Voici un résumé de leur présentation du projet¹ :

Le Rift africain est une grande faille Est-africaine, longue de plus de 1 500 km, constituée de massifs montagneux, de grands lacs, de forêts, de plages de sable, de côtes rocheuses et de zones de marais. Cette faille gigantesque dans la croûte continentale s'étend de la Jordanie au Zambèze en traversant l'Afrique. Comprise dans la région qui s'étend du Kenya au Malawi en passant par l'Ouganda, la République Démocratique du Congo, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, la Zambie et le Mozambique, cette bande de terre fut le principal axe migratoire des peuples africains qui s'installèrent en partant du Nord vers le Sud du continent. L'Afrique est ainsi dominée au Nord par le Sahara et à l'Est par la vallée du Rift. Cette région d'une extravagante beauté naturelle, avec un sol fertile, une faune et une flore d'exception et qui détient à elle seule les trois quarts des espèces animales et végétales d'Afrique, dispose d'un sous-sol très riche en ressources précieuses, stratégiques et en hydrocarbures. On sait malheureusement ce que la région de l'Ouganda, de la République Démocratique du Congo, du Rwanda et du Burundi aura payé comme effroyable tribut humain en échange de ces richesses.

Désigné en swahili « *Sula ya Amani* », qui signifie « *le visage de la paix* », le projet de canalisation des lacs Victoria, Albert, Edouard, Kivu, Tanganyika, Moero et Malawi vers l'Océan indien est un projet du Comité de Soutien et de Plaidoyer pour la Région des Grands Lacs Africains, CSP-REGLA, créé en France au mois de mars 2013. Le canal est pensé comme un outil pour consolider

la paix, créer le développement et permettre l'émergence économique de la région et de l'Afrique. En développant le potentiel de cette région agricole, minière et touristique, il entend changer l'image de l'Afrique dans le monde. Avec, par exemple la réhabilitation de districts industriels, à l'instar de la ceinture cuprifère Copperbelt Katanga.

Le CFRAN ambitionne d'ouvrir un couloir navigable de 2 000 km reliant les lacs cités ci-dessus, pour pouvoir désenclaver l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Zambie, tout en connectant le Kenya, la République Démocratique du Congo, la Tanzanie, le Malawi et le Mozambique à l'océan Indien. Cette ouverture est un facteur essentiel pour l'essor des moyens de transport et de communication dans la région. Le canal sera prévu pour être à grand gabarit afin d'accueillir des bateaux de différentes tailles, allant des yachts privés aux gros navires de commerce.

Depuis le XIXe siècle, la région des Grands lacs africains, hébergeant les sources du Nil, du Congo et du Zambèze, attire les convoitises des pays occidentaux et orientaux. Le bassin du Congo et ses affluents a été établi depuis 1885 comme étant le centre de connexion entre le Nil et le Zambèze et pour pouvoir déboucher sur les deux océans Atlantique et Indien. Par sa position géographique rattachée à l'Afrique du Nord et à l'Asie mineure et bordée par l'océan Indien à l'Est, la région a été successivement le lieu d'affrontement entre les Européens et les trafiquants arabes, et entre les Européens eux-mêmes pendant les Première et Deuxième Guerres mondiales. Au cœur des

enjeux de la globalisation, le Canal frontalier du rift africain est un ouvrage stratégique, qui rétablira la place prépondérante de la région dans l'économie africaine et mondiale.

Le CFRAN sera le pont entre tous les projets et institutions de la région : Canal égyptien Méditerranée - Victoria, Corridor Nord (Burundi, Kenya, Ouganda, République Démocratique du Congo, Rwanda), Communauté Est-africaine, EAC (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Burundi, Rwanda), Communauté économique des pays de la région des Grands lacs africains, CEPGL (République Démocratique du Congo, Rwanda, Burundi), Common Market for East and Southern Africa, Comesa (Burundi, Djibouti, R.D.C., Égypte, Kenya, Libye, Madagascar, Malawi, Maurice, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Soudan, Zambie, Zimbabwe), Southern African Development Community, SADC (Angola, Botswana, République Démocratique du Congo, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, République Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe).

Le CFRAN est sans doute le chaînon manquant pour accélérer le développement tant attendu de différents marchés économiques africains, non connectés à ce jour. Il est, au-delà de la création d'infrastructures et de l'essor du commerce, le gage nécessaire pour les transferts technologiques dans la région.

1 Vous trouverez de plus amples détails, articles et vidéos sur ce projet en consultant la page facebook du Comité : <https://www.facebook.com/cspregla/>

Voir l'Afrique avec les yeux du futur
est une lettre d'information sur l'Afrique publiée tous les mardis.
Directeur de publication : Sébastien Périmony
Adresse : 1 rue de Lyon, 93800 Epinay sur Seine
Téléphone : 06 14 17 48 74 ; courriel : contact@afriquedufutur.com
www.afriquedufutur.com

Abonnement mensuel : 10 euros par mois (classique) ; 20 euros par mois (soutien)
Abonnement annuel : 100 euros par an (classique) ; 200 euros par an (soutien)
Abonnement par virement ou par chèque à l'ordre de Sébastien Périmony
IBAN : FR50 2004 1000 0169 6021 1C02 096 - BIC : PSSTFRPPPAR